

Les réserves extractivistes au Brésil : Création de réserve anthropisées par la convergence des lutttes agraires & écologiques

RESUME : Cet article élabore une reconstitution discursive et chronologique ayant mené à la construction des réserves extractivistes. Les habitants de ces territoires dérogent au titre de propriété individuelle pour celui d'une propriété collective. Classées unités de conservation : ces ensembles territoriaux sont faiblement anthropisés. La pratique de l'extraction des ressources naturelles y est retenue comme critère : afin d'identifier d'une part le territoire et de catégoriser les populations. Nous verrons que les luttes sociales pour l'émancipation de petits paysans locaux, sans-terre, et seringueiros se sont joints aux causes écologistes. Cette convergence des luttes a permis l'insitutionnalisation des RESEX (réserves extractivistes) au Brésil : comme expérience pilote de réserves de développement durable anthropisées.

Introduction

A - Le peuplement actuel de la région du tapajos arapiuns : une restructuration communautaire

De l'assimilation des populations :
le rôle de l'église catholique dans l'acculturation interethnique

Les différents cycles de l'extractivisme :
reterritorialisation des populations locales et indigènes

La communauté ecclésiale de base :
Passage d'une catégorie sociologique à une catégorie politique

Chico Mendes et les seringueiros : Mouvement social et réforme agraire

B -Création des réserves extractives : la convergence des luttes

La déclaration de Curitiba : l'affirmation de la société civile dans les projets de mise en valeur de l'Amazonie

Convergence avec l'écologisme, mise en pratique d'une politique de développement durable

L'enjeu diplomatique : PPG7 et banque mondiale

Un nouveau territoire de droit : De nouveaux sujets de droit, les populations traditionnelles

Conclusion

Introduction

Dans le sillage de la notion de gouvernance décentralisée, les scènes politiques et juridiques contemporaines, comme la Convention sur la diversité biologique de 1992 ainsi qu'une multitude de textes internationaux et nationaux du bassin amazonien, appellent à la reconnaissance, au profit des « peuples et communautés autochtones », de droits collectifs relatifs aux ressources renouvelables situées sur les terres qu'ils occupent, en vue de leur gestion durable.

Filoche Geoffroy, 2008, p14

Cet article élabore une reconstitution discursive et chronologique, ayant mené à la construction des réserves extractivistes. Les réserves extractivistes sont apparues dans les années 1990 en Amazonie brésilienne. Le terme *extrativismo* pour lequel est proposé *extractivisme* en français désigne au Brésil l'ensemble des activités d'extraction des produits naturels d'origine végétale ou minérale. Il se différencie de celui de collecte par sa finalité uniquement marchande.

Ces territoires bénéficient d'un statut juridique et économique spécifique. Les habitants de ces territoires dérogent au titre de propriété individuelle pour celui d'une propriété collective. L'*assentamento*¹ extractiviste repose sur un contrat de concession d'usage de terres dont l'État demeure propriétaire. Classées unités de conservation : ces ensembles territoriaux sont faiblement anthropisés. La pratique de l'extraction des ressources naturelles y est retenue comme critère : afin d'identifier d'une part le territoire et de catégoriser les populations. L'*extractivisme* serait un mode d'exploitation non prédateur de la nature en accord avec une gestion renouvelable des ressources. On appelle ces populations les « populations traditionnelles ». Ce terme polémique inscrit ces populations dans un indéniable rapport au passé. [Loi SNUC 2002, système national des unités de conservation].

Pour offrir un éclairage sur les conditions qui ont permis la création de ces réserves habitées, il faut prendre en compte un nouveau paradigme social qui émerge au début des années 1990, et lors de l'évènement Rio 92 : celui du développement durable. L'opinion mondiale est favorable à une gestion patrimoniale des territoires et de la biodiversité. On substitue au Brésil à l'ancien modèle des réserves biologiques amazoniennes d'où l'on déplaçait les populations à leur détriment (PARNA, FLONA TAPAJOS) un nouveau modèle : celui de la réserve extractiviste. Les « populations traditionnelles » participent désormais à la gestion et à la préservation des ressources naturelles en partenariat et dialogue avec l'état brésilien. Dans le cas de la réserve Tapajós-Arapiuns qui a été objet d'étude la gestion « participative » est menée par l'ICMbio [institut Chico Mendes de conservation de la biodiversité] qui préside un conseil délibératif, composé de divers membres de la société civile. Nous verrons que les luttes sociales pour l'émancipation de petits paysans locaux, sans-terre, et *seringueiros* se sont joints aux causes écologistes. Cette convergence des luttes a permis l'institutionnalisation des RESEX (réserves extractivistes) au Brésil : comme expérience pilote de réserves de développement durable anthropisées. Revenir sur ces créations et luttes qui ont émergées peu

¹ Colonie, installation

après la dictature dans un contexte de pressions anthropiques accrues suite à l'élection du président Bolsonaro, permet de tirer des enseignements pour les luttes et projet socio-environnementaux à venir.

A - Le peuplement actuel de la région du tapajos arapiuns : une restructuration communautaire

La région amazonienne au Brésil a été le terrain de nombreux flux migratoires. La colonisation, l'installation de missions jésuites, la dispersion et l'assimilation des ethnies amérindiennes sur le territoire ont dessiné une mosaïque territoriale et humaine. Evenements auxquels se sont succédés les projets de colonisation, d'installation agricole, les flux de migrations en provenance de différents états. L'Amazonie « légale » est tracée en 1953². L'espace amazonien se caractérise par une grande diversité dans les modes d'exploitation du territoire les caractéristiques physiques des regroupements et les identités sociales des populations qui l'occupent. On distingue différents espaces comme ceux des grandes villes, des municipalités, des communautés rurales, des quilombolas, des aldeias. Des identités sont regroupées sous différents vocables. On parle de quilombolas, d'indigènes, d'ethnies, de tribus, de caboclos, de seringueiros, de ribeirinhos, de caiçaras, de caipiras ; si l'on se réfère à des populations qui renvoient l'image d'une certaine autochtonie. A ces populations sont venues se joindre des migrants en provenance d'autres états du Brésil et de nombreux « étrangers » des suites d'une mondialisation depuis longtemps entamée. De ce cosmopolitisme résulte une grande diversité sociale culturelle ethnique et géographique où il est difficile de démêler les catégories pratiques des catégories d'analyse. Certains peuples amazoniens se caractérisent par leurs syncrétismes culturels et ethniques dont l'histoire permet d'éclairer quelles en furent les étapes. La constitution d'une forme de relation à la nature, au territoire et une organisation sociale a donné naissance à la notion d'extractivisme, puis à la catégorie appelée « population traditionnelle ».

De l'assimilation des populations natives : le rôle de l'église catholique dans l'acculturation interethnique

Au XVI^e siècle débute une conquête brutale ayant pour conséquence la destruction physique des Amérindiens ainsi que leur mise en esclavage, et un métissage intertribal forcé. Le rôle de l'église catholique a été déterminant pour ces sociétés amazoniennes et ne cessera de l'être. Au XVII^e siècle et durant la première moitié du XVIII^e est mise en place une évangélisation forcée et protectionniste effectuée par les missions jésuites, qui se poursuit lors de la seconde moitié du XVIII^e siècle par une assimilation planifiée. Le XIX^e s. est celui de la négation et du refoulement de l'indianité. Ce n'est qu'au XX^e siècle qu'un protectionnisme officiel voit le jour dans le cadre d'aires réservées [Pierre et Françoise Grenand, 1990, p23]. L'église a participé à l'acculturation des ethnies indiennes par le regroupement d'ethnies les plus diverses au sein de missions. Des cultures syncrétiques apparaissent. Ce phénomène est autrement nommé acculturation interethnique.

² L'Amazonie légale est un concept défini en 1953. Il détermine quelles régions peuvent prétendre aux aides au développement.

Persistèrent encore, durant la période missionnaire, l'organisation communautaire et l'ensemble des activités de subsistance, tous les autres aspects de la vie ancienne disparaissant dans une clandestinité se vidant de son sens au fil des décennies, ce qui allait conférer à la culture cabocla son caractère presque intrinsèque de honte de soi. A la veille de l'Indépendance du Brésil [1820], nous postulons que l'univers caboclo est globalement en place, avec ses activités toutes issues d'un savoir-faire amérindien mais, désormais profondément asservies à l'économie de marché et assortie d'une indispensable mobilité liée au mode d'exploitation de l'espace.

Françoise et Pierre Grenand, 1990, p25

La déstructuration des ethnies amérindiennes, les différentes vagues de migrations donnent naissance à des populations pratiquant un type d'occupation de l'espace et d'organisation sociale liés au contexte géographique et économique amazonien. Dans la réserve extractiviste Tapajos-Arapiuns les habitants des communautés riveraines sont appelés « population traditionnelle » par la législation. Ils ont autrement longtemps été nommés « caboclos » ou « seringueiros » [E. Ioris, 2010, p227]. Les organismes et les journaux qui encore aujourd'hui s'organisent autour et au sein de la réserve extractiviste Tapajos-Arapiuns utilisent ce terme. On parle des projets d'oficinas caboclas, de teias caboclas, d'inclusao digital de la population cabocla.

Les différents cycles de l'extractivisme : La reterritorialisation des populations locales et indigènes

A travers une approche historique des évènements qui ont affecté la région du Tapajos nous pouvons déterminer ce en quoi l'économie extractiviste et la mise en place des stratégies de subsistance deviennent des composantes du mode de vie des populations locales. Ce bref tableau informe sur le passé économique et migratoire d'une région devenue aujourd'hui réserve extractiviste. L'histoire économique de l'Amazonie est liée à celle des produits extractivistes. Une demande très fluctuante de pays européens s'est traduite localement par des cycles de prospérité et de dépression. L'économie cabocla est basée sur des pratiques d'agriculture d'autosubsistance couplée à des activités extractivistes au sein de rapports de production hiérarchisés. Le caboclo est lié à un patron. Les caboclos amazoniens fondent leur équilibre sur un compromis instable fait de stratégies de survie minimale face aux fluctuations du marché et des possibilités d'emplois [L. Empereire, F. Pinton, 1992, p692].

L'expansion de l'économie extractive depuis la seconde moitié du XIXe siècle consolide l'exploitation du caucho [castilloa elastica] et de la seringueira [hevea brasiliensis] et ouvre le cycle du caoutchouc. Le processus d'occupation du Tapajós supérieur est accéléré. Des milliers de travailleurs de la région du nordeste brésilien émigrent. Il en est de même dans les autres zones de concentration des gommages élastiques [Acre, Amazonas, Rondonia]. Ces travailleurs exploitent intensivement les hévéas. Le système économique auquel ils se soumettent est connu sous le nom de l'aviamento, sur lequel nous reviendrons par

la suite. Les institutions catholiques jouent un rôle important dans la pérennisation des travaux d'extraction par les Indiens. Les populations majoritairement migrent de l'intérieur des terres vers les rivières en initiant la constitution de villages ou de « communautés ». L'Eglise catholique contribue à restructurer les pratiques de subsistance en les articulant autour de l'extractivisme. On parle de *reterritorialisation* des populations locales et indigènes. L'extension du front pionnier lié à l'extractivisme est marquée par deux périodes de plus forte intensité. La première se situe de 1880 à 1920 : les années de prospérité de l'économie de la borracha en Amazonie. Son subit déclin est à imputer à la concurrence du caoutchouc asiatique importé en Malaisie par les britanniques. Le second cycle a lieu lors de la seconde guerre mondiale et la décennie suivante. Les relations économiques avec l'Extrême-Orient sont suspendues. Le gouvernement des Etats-Unis offre un soutien financier. Le Brésil adopte une politique d'encouragement de la production de caoutchouc. Les nordestins migrent vers l'Amazonie. Ils y travailleront comme seringueiros. Ils sont officiellement appelés les « **soldats de la borracha** ». ³

La communauté ecclésiale de base : Passage d'une catégorie sociologique à une catégorie politique

Lors des années 1970 un renouveau idéologique marque le catholicisme brésilien alors que la dictature militaire au Brésil est installée depuis 1964. La théologie de la libération professée par certains membres de l'église catholique exerce un impact majeur sur les populations locales. Leonardo Boff et Frei Betto en sont les figures majeures [M. Löwy, 1998]. Celle-ci organise les mouvements d'éducation ecclésiale de base. La théologie de la libération, largement inspirée du marxisme, organise le pobretariado (jeu de mot entre « pobre » qui signifie pauvre, et proletariado pour proletariat) dans les communautés ecclésiales de base. L'église catholique participe à l'établissement de ces communautés en bord de fleuves dans les années 1960-1970 et introduit l'idéaltype des communautés ecclésiales de base. Ces communautés sont devenues « des données du réel qui s'articulent autour du poste de santé, de l'église, l'école » [F. Köhler, 2006, p1 ; E. Ioris, 2010, p232]. Elles sont composées de noyaux familiaux étendus. La communauté : unité politico-spatiale dénote un système de droits communs de résidence et d'utilisation commune des ressources sur l'aire déterminée, ainsi que des formes associatives et représentatives donnant à ses membres autonomie sur les décisions internes et sur l'espace territorial [E. Ioris, 2010, p232-233]. On souligne le rôle de l'Eglise d'après le concile Vatican II dans la définition politique de la communauté [R. Araújo, 2009]. Ce terme, est resignifié lors de l'achèvement du régime militaire. D'une catégorie sociologique (la communauté) on passe à une catégorie politique : la communauté ecclésiale de base. Elle est présentée dans un contexte de réforme agraire comme une alternative au modèle de développement capitaliste fortement associé au régime dictatorial [R. Araújo, 2009 ; F. Köhler, 2006, p2]. Un courant naît au même moment, début des années 1970. Il s'illustre dans la défense des sociétés amérindiennes. Le sort politique des communautés paysannes va resurgir dans la

³ La région du Tapajós, verra dans l'extraction de l'or l'ouverture d'un autre cycle. Le mouvement d'extraction de l'or s'intensifie suite à la construction de la transamazonienne en 1972. Il est à son apogée de 1975 à 1990.

littérature militante et la comparaison entre la similitude des destins des Amérindiens, des Caboclos et des petits immigrants devient constante.⁴

Chico Mendes et les seringueiros :

Lors de la dictature militaire au Brésil [1964/1985] est lancé le projet d'intégration [PIN] et de colonisation de l'Amazonie. Il se solde par de nombreux échecs économiques et sociaux. La politique d'intégration comprend la construction de nombreux axes routiers dont la route transamazonienne. Des avantages fiscaux sont octroyés aux entreprises qui s'installent dans l'Amazonie légale. La spéculation foncière et le développement de l'élevage, les projets de colonisation agraire et l'installation d'entreprises forestières modifient fortement le cadre de vie des populations autochtones [C. Aubertin et F. Pinton, 1996, p212]. On assiste en outre à une destruction accélérée de la forêt. Ces problématiques engendrent un mouvement social à portée internationale. Le mouvement social des seringueiros s'organise autour de la figure du militant Chico Mendes et du CNS [conseil national des seringueiros] créé en 1975. Chico Mendes est le fils d'un seringueiro nordestin de l'Acre. Depuis la fin des années soixante dix la situation des seringueiros est désastreuse. Les politiques d'aides à l'extension du front agricole, les programmes Polamazônia et Polonoroeste et l'ouverture et le goudronnage des routes transamazoniennes participent à une destruction accélérée de la forêt. A l'époque le cours de la seringa est en chute, les patrons abandonnent donc peu à peu la région. Les seringueiros sont inscrit dans une relation de production appelé l'aviamento. Les patrons achètent individuellement aux producteurs la seringa. Quand le patron vend ou abandonne ses terres les moyens de subsistance de son client⁵ disparaissent avec lui. C'est la fin d'une longue relation de paternalisme. La perte du patron et de l'activité d'extraction entérinent l'illégalité de la situation foncière du seringueiro. Il devient un occupant sans titre d'une terre qui n'est pas la sienne : un posseiro. L'arrivée d'entreprises forestières, la vente des terres en lotissements ou en grandes propriétés d'élevage précarise en partie les populations. La revendication de réserve extractiviste qui sera élaborée par la suite par le CNS allié aux « populations traditionnelles » et aux mouvements écologistes internationaux est donc une expression du statut extrêmement précaire du seringueiro.

B - Création des réserves extractives : la convergence des luttes

La déclaration de Curitiba :

l'affirmation de la société civile dans les projets de mise en valeur de l'Amazonie

En 1985 alors que prend fin la dictature à Brasilia le Conseil national des seringueiros est créé. Un empate est organisé pendant une visite d'inspection des travaux de la route Porto Velho-Rio Branco par une commission des Nations Unies en janvier 1987. Chico Mendes rencontre des interlocuteurs pour dénoncer les dommages causés par la construction de la route sur la forêt. Il revendique une réforme agraire et se saisit

⁴ On note un processus similaire dans la constitution de l'Indigénisme au Brésil, c'est-à-dire l'investissement du champ de l'ethnologie amérindienne par des opposants au régime militaire. C'est en 1985, lorsque prend fin le régime de dictature militaire au Brésil, que les avancées les plus notables sont faites en terme de création de réserves amérindiennes et de protection de l'indien.

⁵ Le client est le seringueiro. Une relation de « dette » du seringueiro au patron s'est instaurée.

également du discours écologiste : seringueiros et indiens luttent ensemble pour la défense de la forêt qu'ils occupent et utilisent de manière non prédatrice. Ils s'opposent à ceux qui détruisent les forêts et participent à leur expulsion. En septembre 1988 à l'issue du séminaire de Planification et gestion du processus de création de réserves extractivistes en Amazonie, la déclaration de Curitiba marque l'affirmation de la société civile dans les projets de mise en valeur de l'Amazonie. A Curitiba est organisé en septembre 1988 le séminaire « Planification et Gestion du Processus de Création des Réserves Extractivistes en Amazonie » qui rassemble des instituts universitaires, des syndicats de travailleurs ruraux, des instituts forestiers, des représentants de l'église catholique, des associations indigénistes et le CNS. Ce séminaire donne lieu à une déclaration qui accorde une grande importance à la place de la société civile dans les projets de mise en valeur de l'Amazonie. Les institutions et associations signataires de la déclaration sont des instituts universitaires, des syndicats de Travailleurs ruraux, des instituts forestiers, des représentants de l'Eglise, des associations indigénistes et le Conselho Nacional dos Seringueiros [Carta de Curitiba, 1988]. La demande sociale de mise en place d'une réserve extractiviste survient lorsque les activités d'extraction sont abandonnées et que les intéressés envisagent de devenir des agriculteurs éleveurs [C. Aubertin et F. Pinton, 1996, p212-213]. La demande de réserve extractiviste se confond avec une revendication foncière. Cependant c'est IBAMA qui est une instance chargée de la protection de l'environnement qui se pose comme l'interlocuteur officiel des seringueiros et non l'INCRA. L'INCRA est l'Institut national de colonisation et de réforme agraire chargé des questions de régularisation foncière et de production agricole, les réserves extractivistes s'intègrent aux « unités de conservation » en 2001. En 2007, l'IBAMA se scinde en deux organismes : l'ICMbio (ou *Institut Chico Mendes de conversation de la biodiversité*) s'occupe désormais des réserves extractivistes, tandis que l'IBAMA se charge des unités de conservations non-anthropisées.

Convergence avec l'écologisme, mise en pratique d'une politique de développement durable :

Dès années 1980, l'opinion publique nationale et internationale se mobilise massivement autour de la question environnementale. L'année 1985 marque le retour de la démocratie au Brésil avec l'arrivée du président Sarney. Les politiques amazoniennes de colonisation au Brésil se sont soldées par des échecs : ce constat mène à envisager un autre mode d'occupation du territoire. En outre le Brésil est fortement endetté, sa situation économique est instable. En position de faiblesse face aux pressions internationales, le Brésil se voit contraint à l'intégration de politiques conservationnistes fortement impulsées par les organismes internationaux.

Le constat d'une telle situation aura pour conséquence de faciliter le rapprochement entre les organisations internationales mobilisées sur la question de la défense des droits des indiens et les mouvements écologistes qui commencent à devenir de plus en plus influents sur les scènes internationales. De ce rapprochement naît l'idée selon laquelle le *modèle de la réserve indigène* qui a donné des résultats satisfaisants devrait s'imposer comme nouveau référentiel d'un développement

respectueux de l'environnement.

Pierre Teissereinc, 2009, p46

L'Amazonie a longtemps été considérée comme un front pionnier, un territoire à coloniser par les structures gouvernementales, et dans l'imaginaire social brésilien. Elle se mue en territoire à conserver, un patrimoine commun de la biodiversité à préserver. Les préoccupations internationales face à une « crise environnementale » font émerger les concepts de développement durable. L'Amazonie devient un territoire où peuvent se déployer de nouvelles politiques alliant préservation de l'environnement et développement social. Les réserves extractivistes deviennent de ce fait un laboratoire d'expérimentation du « développement durable ».

La construction intellectuelle et normative dans laquelle s'enclenche la thématique du «développement durable» peut se comprendre comme le prolongement d'une histoire, celle de l'idée de développement, de ses justifications économiques mais aussi des interrogations progressives sur ses insuffisances.

[...]

La thématique du développement durable est restée installée sur une idée structurante: celle d'une réunion des volontés devenue nécessaire pour orienter les trajectoires socio-économiques de manières non dommageables pour l'environnement ou les populations. Bien qu'ils soient multiples, les apports nourrissant cette thématique ont ainsi pu donner les bases pour un récit commun et c'est grâce à ce dernier qu'une action commune a pu être rendue envisageable.

Rumpala Yannick, 2010, p114

La proposition formulée par le CNS leur revendication de réserve extractiviste rencontre un écho national et international. Leur mode de vie et de production correspond à un nouvel idéal de préservation de l'environnement. L'établissement de la réserve extractiviste leur offre les bases d'un accès définitif à leur terre et aux seringais. Elle donne aux seringueiros l'assurance de leur reproduction sociale.

Dans le contexte de cette époque marqué par le clivage entre les partisans d'une conception essentialiste de l'environnement et les partisans d'une vision politique et sociale, ce rapprochement intéressait en effet de nombreux chercheurs qui commençaient à entrevoir dans les rapports qu'entretient le seringueiro avec la forêt une solution à la mise en valeur « durable » de l'Amazonie, conférant du même coup une crédibilité à la vision sociale et politique du développement durable.

Teissereinc Pierre, 2009, p47

Dans les années 1980, le thème du Caboclo est devenu à la mode. Bien loin pourtant d'être appréhendée sous toutes ses facettes, et malgré son extension erronée à la totalité du petit paysannat amazonien, l'image qui prévaut est celle de la solution humaine optimale enfin trouvée pour une exploitation douce d'une Amazonie postulée comme indispensable à la survie de l'humanité. De culture

insaisissable, la culture cabocla est devenue culture symbolique.

Grenand Françoise et Pierre, 1990, p21

Alors qu'auparavant les populations amérindiennes ou riveraines étaient perçues comme des entraves au développement et au « progrès » : la tendance s'inverse. Ils sont alors considérés comme les garants de la préservation environnementale par la persistance d'une économie solidaire et d'échanges égalitaires qui est mise en opposition avec un système d'exploitation capitaliste prédateur et géophage. L'opposition entre deux modèles perçus comme antagonistes est mise en exergue. Les seringueiros ont su mettre en avant la conservation de l'environnement et de la biodiversité afin de défendre leurs droits civiques et fonciers. L'appropriation collective des terres sur lesquelles ils vivent et récoltent, et pour lesquelles ils n'ont bien souvent pas de titres de propriété établis : est la solution. L'Église appuie le projet au nom de l'idéal communautaire. Les mouvements syndicaux et les associations écologistes et d'autres acteurs internes et externes apportent leur soutien. Au nom de principes religieux ou politiques : une organisation sociale utopique fondée sur l'absence de propriété privée dans le respect de l'environnement qui est proposée. Le modèle écologiste du paradis terrestre se confond alors avec une vision mythique du mode de vie des Amérindiens. Rappelons que ce mode de vie était peu de temps auparavant un objet de répulsion pour le plus grand nombre. D'autres paramètres politiques sont à prendre en compte. En 1988, le Brésil promulgue la nouvelle constitution, opérant une décentralisation des pouvoirs. Elle intègre également les enjeux environnementaux.

Il est des attributions du pouvoir public de préserver et de restaurer les processus écologiques essentiels, de contrôler les activités qui touchent à l'équilibre de l'environnement et la qualité de la vie, de préserver la diversité et l'intégrité du patrimoine génétique du pays, de protéger la faune et la flore, de créer des réserves territoriales qui seront particulièrement protégées, et de promouvoir l'éducation et la conscientisation en matière d'environnement.

Article 225, Constitution de 1988

L'enjeu diplomatique : PPG7 et banque mondiale

En même temps que prend forme le projet de Réserve sur le plan politique le gouvernement Sarney accepte de négocier avec le FMI de nouveaux programmes de développement qui intègrent les préoccupations environnementales en s'appuyant sur la création d'unités de protection environnementale. Le programme pilote de protection des forêts tropicales du Brésil (PPG7) est élaboré en 1990 à Houston, aux États-Unis. Il est élaboré par le G-7, les sept pays les plus industrialisés. Le lancement officiel a lieu lors du Sommet de la Terre à Rio en 1992. Le PPG7 est coordonné par le ministère de l'Environnement brésilien [MMA]. Ce programme vise à l'harmonisation des problématiques de conservation et de développement en Amazonie et dans la zone littorale de Forêt Atlantique [Mata Atlantica]. Les réserves extractivistes sont présentées comme une solution durable à la mise en valeur de l'Amazonie. Le décret donnant le cadre juridique de la réserve extractiviste est émis le 30 janvier 1990 avant que le président Sarney ne quitte le

pouvoir. Quatre réserves sont déclarées en 1990 et cinq autres le sont en 1992. Le Sommet de la Terre en 1992 Rio 92 est l'occasion pour le Brésil de se déclarer souverain pour défendre son environnement. Des plans de développement intègrent les nouvelles préoccupations environnementales. Ils sont rapidement proposés aux bailleurs de fonds et prennent le relais du Polonoroeste. Ils sont à nouveau et majoritairement financés par la Banque Mondiale.

Un nouveau territoire de droit : les réserves anthropisées

De nouveaux sujets de droit, les populations traditionnelles

Auparavant la politique conversationniste brésilienne s'était illustrée par la création de parcs et réserves de biodiversité non-anthropisées. Les réserves extractivistes constituent une nouveauté. Des populations ont été requalifiées. Des territoires s'imposent comme de nouveaux laboratoires d'expérimentation. Le développement durable se présente comme une nouvelle approche de la relation homme nature. Elles instaurent de nouveaux droits aux populations forestières, présentées comme les gestionnaires légitimes de la forêt.

Cette nouvelle législation répond également à des revendications identitaires. Des populations réclament des droits spécifiques sur un territoire donné. Ce territoire est soumis à une législation particulière, intégrant des notions de droits fonciers, civils, environnementaux. Le Centre National de Développement durable des populations traditionnelles [CNPT] est créé en 1992, la structure appartient alors à l'IBAMA [plus tard en 2007, l'ICMbio]. Ces droits tranchent avec la propriété individuelle parce qu'ils relèvent d'histoires sociales liées à l'occupation d'un territoire indivisible et reconnaissent l'usufruit de terres à des populations marginales. Les Amérindiens ont été les premiers à bénéficier d'un statut particulier, suivi des Quilombolas qui bénéficient aussi, avec la constitution de 1988, de droits territoriaux particuliers [Ricardo, 2005]. C'est avec la création des réserves extractivistes puis avec les réserves de développement durable que le lien entre conservation et pratiques de gestion traditionnelles se construit, en concédant à des populations sans sécurité foncière des droits collectifs sous contrats. Le Système national des Unités de conservation [SNUC] prend acte de ces élargissements en reconnaissant ces nouveaux droits comme outils de conservation de la forêt.

Aubertin Catherine et Pinton Florence, 2006, p4-5

En 2000 la loi est du Système National des Unités de conservation [SNUC, juillet 2000] est promulguée, elle crée une distinction entre deux types d'unités de conservation. Les unités de protection intégrale et les unités d'usage durable. Les secondes intègrent les notions d'écologie et d'économie. Cette nouvelle législation intègre la notion de « population traditionnelle ». Les populations traditionnelles sont les habitants des unités d'usage durable auxquelles l'on concède des droits collectifs d'usage. Le terme est problématique car il inscrit ces populations dans un rapport au passé et se réfère à une pratique. Ces populations traditionnelles sont reconnues comme telles car elles tirent partie des ressources forestières. Ces

communautés sont reconnues comme de nouveaux sujets de droit politique et juridique dans la législation des unités de conservation. Par ailleurs, l'octroi d'un territoire bénéficiant d'une législation spécifique à une population traditionnelle, intègre la notion d'une patrimonialisation des savoirs, et des pratiques culturelles. Ces populations sont considérées comme des minorités dont le mode de vie et le rapport à l'environnement concordent avec une gestion « renouvelable » des ressources. La gestion d'un tel ensemble peut donc apparaître comme la source potentielle de conflits et d'ambiguïtés.

Conclusion

Actuellement, il existe plusieurs réserves extractivistes au Brésil. Les situations et les contextes locaux sont divers tout comme le sont les ressources extraites. Pierre Teissereinc applique le concept d'instrument de politique publique pour rendre compte de leur création. Les réserves extractivistes sont de véritables îlots de conservation qui s'insèrent dans un nouveau type de gouvernance : qui entremêle diverses influences politiques et attentes sociales. En effet la convergence entre les mouvements sociaux menés par les *seringueiros* et le mouvement écologiste, les attentes internationales de conservation, ne se fait pas sans heurts. On a pu le voir : les petits paysans se sont organisés pour obtenir des droits sur les terres qu'ils occupent. Désormais ils ont acquis des droits collectifs sur de terre, mais seulement pour quelques années. Les concessions sont à renouveler, et les habitants ne disposent pas de tous les droits à l'exploitation des ressources : à la différence des réserves indiennes ou des *quilombolas*. Lors d'un séjour prolongé en réserve extractive j'ai pu percevoir que ce contrôle des structures de l'état (ICM bio etc) sur les activités des habitants dans la réserve est tolérée, mais pas toujours acceptée. De nombreux « *caboclos* » réclament une utilisation plus intensive des terres et de la forêt, ou regrettent le statut de RESEX. Tandis qu'à contrario certains militent pour une ligne écologique plus « dure » avec un contrôle accru des populations et une médiation environnementale renforcée notamment auprès des plus jeunes. Les ressources à extraire (gibier, poisson, fruits) s'amenuisent et les populations en pâtissent, alors que celles-ci aspirent comme tant d'autre à de meilleures conditions de vie et un développement de leur cadre de vie et institution avec notamment un accès à l'eau potable, l'électricité, ou encore des équipements socio-éducatifs. Etudier ces réserves et les problématiques inhérentes à la conservation peut être d'une importance accrue dans un contexte de nécessaire transition écologique de nos sociétés. Par ailleurs une question majeure se pose désormais : quel avenir pour ces réserves et ces populations sous le gouvernement actuel ? On l'a vu, les différentes politiques environnementales et les transitions politiques ont bien souvent changé le visage de l'Amazonie, toutefois, cela s'effectue aujourd'hui difficilement sans le support des populations. Le peu d'information et de recul sur la situation et la gestion des réserves par le nouveau gouvernement, qui appelle rappelons-le à une nouvelle colonisation et exploitation de l'Amazonie, ne nous permettent pas encore de nous prononcer.